



**Engagé·es
au quotidien**

Déclaration FSU CSAD du 2 avril 2026

Avant de commencer, la FSU remercie les services de la DSDEN pour les documents et les informations fournis afin de préparer le groupe de travail, ainsi que pour la prise en compte effective de certaines de nos demandes dans le contexte contraint d'une préparation de rentrée avec de nombreuses suppressions de postes.

Ce CSAD se tient dans un contexte de mobilisation croissante des personnels de l'Éducation nationale confrontés à des choix budgétaires et politiques qui dégradent toujours davantage leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves. Dans le second degré, les préparations de rentrée dans les établissements traduisent concrètement les suppressions d'emplois : fermetures de divisions, hausse des effectifs par classe, réduction de l'offre de formation, multiplication des suppressions de postes et des compléments de service.

374, c'est le nombre de postes supprimés dans les 200 collèges du Nord depuis 2017. C'est une perte de 6 % des postes alors que le nombre d'élèves n'a diminué que de 4 % depuis 2017. L'argument de la baisse démographique ne tient pas, il n'est que l'argument du moment pour cacher l'absence d'une réelle volonté d'améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'étude des élèves. Des disciplines sont particulièrement touchées par les suppressions de postes, conséquences des réformes hors-sol de ces dernières années. Ainsi, la technologie représente, à elle seule, 32,4 % des postes supprimés, avec 112 postes supprimés depuis 2017. Elle est suivie de l'EPS qui a perdu 66 postes en 9 ans et représente 17,7% des postes supprimés.

En 10 ans, 33,6 % des postes de technologie ont été supprimés. Rappelons-nous 2023, quand à grand renfort rhétorique, l'institution mettait en avant l'heure de soutien en français, ou en maths, introduite en 6ème pendant « qu'en même temps » elle supprimait l'enseignement de la technologie pour ce niveau. Depuis, ce dispositif de soutien a disparu et ce sont 74 postes en technologie qui ont été supprimés ! L'allemand et les lettres classiques suivent avec respectivement, 26,2 % et 25,7 % de leurs postes qui ont été supprimés depuis 2017.

Presque toutes les disciplines voient leur nombre de postes diminuer chaque année, même lorsqu'elles sont dites « fondamentales ». Pour la rentrée 2026, 121 postes sont supprimés dans les collèges du Nord, 67 de nos collègues subissent une mesure de carte scolaire. On ne compte que 27 créations de postes, ce qui représente donc une nouvelle perte de 94 postes pour les 200 collèges du Nord. Les mathématiques et les lettres sont particulièrement touchées par ces pertes de postes puisque ces disciplines perdent 35 postes : 18 en mathématiques et 17 en lettres. Cela confirme donc, hélas, les réserves que nous avons exprimées, ici même en 2024 et 2025, sur la pérennité des postes créés en mathématiques et en lettres lors de la mise en place du très contesté « choc des savoirs ». Les autres disciplines ne sont, bien sûr, pas préservées : 16 postes sont supprimés en anglais, 14 en EPS, 10 en histoire-géographie... 7 postes en technologie, pour ne citer que ces disciplines.

Les compléments de services restent très élevés pour les enseignants en collège, ils seront même en hausse à la prochaine rentrée avec 17 % des postes qui seront en service partagé sur plusieurs établissements, c'était 15 % en 2017. Là aussi, toutes les disciplines sont concernées, avec certaines d'entre elles qui sont particulièrement touchées par ces conditions de travail dégradées. Quasiment un poste sur deux en allemand est en service partagé. Suivent, les arts plastiques, l'éducation musicale et la technologie avec environ 40 % de leurs postes concernés par un complément de service.

Les suppressions continuent également dans les SEGPA du département avec 9 suppressions de postes dont 6 mesures de carte scolaire. Cela porte à 50, le nombre de postes supprimés dans les 78 SEGPA du département depuis 2017, soit une réduction de 12,5% des postes en 9 ans. Les suppressions ne semblent donc être que la seule réponse de l'institution à la désaffection des familles pour les SEGPA. La FSU réfute l'argument quantitatif des effectifs qui est utilisé pour justifier ces nombreuses suppressions. L'enseignement adapté doit être, au contraire, renforcé afin d'élever les ambitions scolaires pour les élèves de SEGPA, cela nécessite de conforter les structures SEGPA à quatre divisions et de les valoriser auprès des familles.

Les suppressions de postes ou les compléments de services impactent de plus en plus d'enseignants. Ces mesures sont pour une grande partie les conséquences de réformes imposées par les différents ministres au cours de ces dernières années et cela, quelle que soit l'évolution démographique des effectifs. Nous le disions en janvier, nous le répétons aujourd'hui. Sur le fond, il ne s'agit pas de nier les chiffres d'évolution du nombre d'élèves à court et moyen terme, mais bien de regarder d'où nous venons et vers où nous allons. Depuis 2017, le second degré public a accueilli plus de 8000 élèves supplémentaires mais s'est vu supprimer un peu plus de 8000 emplois de professeurs. Le nombre d'élèves par classe a augmenté, nous avons les classes les plus chargées d'Europe au niveau collège et il faudrait près de 10 000 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017. Supprimer des emplois quand les effectifs augmentent, supprimer des emplois quand les effectifs diminuent. Bref, supprimer des emplois : tel est le credo depuis 9 ans.

La baisse démographique devrait donc permettre d'améliorer les conditions d'enseignement en réduisant les effectifs, et non servir de justification à des économies budgétaires. Les difficultés déjà majeures en matière de remplacement et de prise en charge des élèves à besoins particuliers, ne peuvent qu'être aggravées. Ces choix s'inscrivent dans un cadre budgétaire que la FSU continue de dénoncer. Le budget 2026 acte une nouvelle dégradation des moyens, sans répondre aux besoins du service public d'éducation. La logique à l'œuvre est celle d'un pilotage à court terme, où la variable démographique sert d'ajustement, au détriment d'une ambition éducative pour tous les élèves.

Face à cette situation, les mobilisations se sont multipliées : grèves locales, rassemblements, actions avec les parents d'élèves, refus des répartitions de moyens proposées dans les conseils d'administration. Elles traduisent une exaspération profonde sur le terrain et une exigence de changement. Les personnels exigent l'abandon des suppressions d'emplois, et demandent des créations de postes à la hauteur des besoins du service public d'éducation. La FSU réaffirme la nécessité d'un changement de cap : investir dans l'éducation, améliorer les conditions de travail, revaloriser les métiers et construire des politiques éducatives fondées sur la confiance dans les personnels. Il est plus que temps de renforcer le service public de l'Éducation pour répondre aux enjeux sociaux, démocratiques et émancipateurs de notre temps.